

## ETUDE LOCALE : « Quartiers du Monde, Histoires urbaines », Bamako

La mission de terrain s'est déroulée du 10 au 17 juin. L'équipe était constituée de M. Youssouna Touré et de M. Benjamin Michelin.

Le cadre de travail a correspondu à celui défini dans le canevas pour les études locales. Les évaluateurs ont souhaité ainsi que cette évaluation soit la plus participative possible. Ils tiennent ici à remercier pour leur accueil et leur disponibilité les responsables d'Enda Mali en charge de la mise en œuvre du projet « Quartiers du Monde, histoires urbaines » ainsi que l'ensemble des personnes qu'ils ont pu interroger au cours de cette mission.

### 1. Éléments de contexte

#### 1.1. Pertinence du projet par rapport au contexte sociopolitique

De façon générale, et comme dans la plupart des pays en pleine transition démographique, la population du Mali est majoritairement jeune. En effet, les personnes de moins de 15 ans, au nombre de sept millions, représentent environ 58 pour cent de la population totale (Banque mondiale, 2004<sup>1</sup>). Si l'on retient le seuil de 25 ans comme critère discriminant entre les adultes et les jeunes, il apparaît que 68 pour 100 de la population malienne peut être considérée comme jeune. Ces proportions font du Mali un des pays les plus « jeunes » au monde, avec donc, a priori, un fort potentiel d'actifs.

Le nombre de jeunes de 15 à 24 ans a augmenté de 57 pour 100 entre 1976 et 2004, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 1,63 pour 100. La part des 15-24 ans dans la population totale est quant à elle demeurée relativement stable sur la période (entre 16 et 18 pour cent).

**Figure 1 : Evolution des 15-24 ans au Mali**

|      | Garçon  | Fille     | Ensemble  | % population totale |
|------|---------|-----------|-----------|---------------------|
| 1976 | 526'998 | 599'350   | 1'367'834 | 17.1%               |
| 1987 | 606'897 | 693'179   | 1'300'076 | 16.9%               |
| 1998 | 856'813 | 938'854   | 1'795'667 | 10.4%               |
| 2004 | 755'268 | 1'017'510 | 1'772'778 | 9.1%                |

Source : Recensement Général de population années 1976, 1987 et 1998 et enquête auprès des ménages pour l'année 2004 (Direction nationale de la statistique et de l'informatique)

Parallèlement, la démocratisation est en marche au Mali. La transition démocratique des années 1990 a permis la mise en œuvre d'élections démocratiques. Le pays a subi depuis plusieurs alternances. De plus, un processus de décentralisation est à l'œuvre. La loi 93-008 du 11 février 1993, déterminant les conditions de la libre administration des collectivités territoriales, a rendu active la politique de décentralisation menée par le gouvernement. Un arsenal juridique adopté le

<sup>1</sup> Banque mondiale, WDI 2004, Population Projections

10 octobre 1996 est venu compléter cette loi en prévision des élections locales : la loi 96-050 sur la constitution et la gestion du domaine des collectivités ; la loi 96-051 déterminant les ressources fiscales des communes ; la loi 96-058 concernant les ressources fiscales du district de Bamako et des communes qui le composent ; la loi 96-059 portant création des communes.

Cependant, ces changements ne sont pas suivis d'une réelle « conscientisation » politique à la base. Selon les résultats du programme de recherche et de dialogue sur les partis politiques africains initié par l'Institut pour la Démocratie et l'Assistance Electorale (IDEA), en partenariat avec le Centre pour la Gouvernance Démocratique, il reste encore de nombreux changements à mettre en œuvre pour une véritable modification des pratiques : « l'achat de conscience, l'impopularité de l'homme politique malien, le faible taux de participation des populations aux élections, l'insuffisance de la participation des femmes et des jeunes à la chose politique... Voilà l'amer constat des leaders politiques après douze ans de multipartisme intégral. »<sup>2</sup>.

De ce fait, le Mali a à la fois du mal à décoller économiquement (selon les chiffres de l'Indicateur de Développement Humain mis en place par le Programme des Nations Unies pour le Développement) et démocratiquement. Cette difficulté est amplifiée par un degré de corruption du pays encore élevé (selon le classement de l'ONG Transparency International).

**Figure 2 : Données de cadrage général (Mali)**

| Pays                               |                   |                                          |                                                | Ville    |                       | Quartiers           |                       |
|------------------------------------|-------------------|------------------------------------------|------------------------------------------------|----------|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| IDH <sup>3</sup><br>Brut<br>(2004) | Classement<br>IDH | IPC <sup>4</sup><br>du<br>pays<br>(2006) | Classement<br>du pays<br>selon l'IPC<br>(2006) | Statut   | Nombre<br>d'habitants | Noms                | Nombre<br>d'habitants |
| 0.338                              | 175               | 2.8                                      | 99                                             | Capitale | 1'690'000             | Niamokoro<br>Sikoro | 102'000<br>36'000     |

Dans un contexte de libéralisation des échanges et de démocratie naissante, la politique se résume encore beaucoup à des jeux de pouvoirs entre clans, ethnies, qui cherchent bien souvent encore à accaparer le pouvoir pour en tirer des profits personnels. Cependant, la stabilité politique du pays est un élément important à prendre en compte dans cette sous-région de l'Afrique<sup>5</sup>. L'implication des jeunes est donc un enjeu majeur mais doit faire face à de nombreuses contraintes sociopolitiques difficiles à faire évoluer.

## 1.2. Pertinence du projet par rapport aux études préalables menées par ENDA Mali

<sup>2</sup> Ahmadou Traoré, Partis politiques au Mali : les leaders politiques font le constat. Le Républicain, 16 Janvier 2006,

<sup>3</sup> L'indicateur de Développement Humain mesure le niveau atteint en termes d'espérances de vie, d'instruction et de revenu réel corrigé

<sup>4</sup> L'Indice de Perception de la Corruption est un indice composite établi à partir de plusieurs sondages d'opinion d'experts se prononçant sur leurs perceptions de niveau de la corruption dans les secteurs publics de 163 pays (en 2006). Il classe les pays de 0 à 10, 0 indiquant un degré de corruption élevé et 10 indiquant un degré de corruption perçue comme faible.

<sup>5</sup> La Guinée voisine est en proie à des tiraillements internes importants après des manifestations réprimées violemment en début d'année. La Cote d'Ivoire tente de se réunifier après des années de séparatisme.

L'équipe d'Enda Mali participant au projet « Quartiers du Monde, histoires urbaines » est composée de 4 professionnels : deux facilitateurs, une comptable, un coordinateur.

Au niveau général d'ENDA Mali, l'organigramme est le suivant :

- > Enfance en situation difficile (ED) : 3 animateurs
- > Association Enfants et Jeunes Travailleurs (AEJT) : 4 animateurs
- > Centre d'Ecoute Communautaire (CEC) : 4 animateurs
- > Santé : 2 animateurs
- > Alphabétisation et éducation alternative : 1 animateur

Et une équipe administrative composée de 6 personnes.

Les deux facilitateurs du projet QDM appartiennent au CEC. Un comité de suivi, composé des responsables des différents volets, du coordinateur et du comptable, se réunit régulièrement pour prendre des orientations et des décisions au niveau de l'association.

L'implication d'Enda Mali dans QDM vient des rapports qu'entretenait le Coordinateur malien avec Enda Sénégal. En effet, c'est au cours d'une mission à Dakar que le coordinateur malien a appris l'existence du projet et a évoqué la possibilité d'accueillir le projet pour « travailler avec les jeunes au quotidien ». Au fur et à mesure de l'avancée, l'équipe malienne a été associée aux différentes phases : notamment, un des membres de l'équipe a été impliqué dans la définition des objectifs et des activités à mettre en œuvre.

Pour les facilitateurs, « ce projet n'est pas différent des activités déjà menées au sein d'Enda ». Ils ont l'habitude de la « Recherche Action Participative » et de l'implication des jeunes. C'est pour cela qu'ils n'ont pas souhaité en faire un « truc exclusif » mais l'ont intégré au panel de projets déjà mis en œuvre au sein du réseau. Ce n'était pas vu comme quelque chose de nouveau. C'est un projet qui vient en renforcement des activités d'Enda et non en complémentarité.

Un budget a été accordé pour la mise en œuvre du projet qui comprend des primes pour les personnels d'Enda impliqués dans ce projet. Ces derniers regrettent qu'il n'y ait pas eu un fonds d'investissement car ils ont du mal à expliquer cela aux jeunes. Même s'ils souhaitent évoluer avec l'approche Quartiers du Monde, ils restent dans la logique d'un projet, c'est un moyen de réaliser des investissements. Le projet « Quartiers du Monde, histoires urbaines » est décrit comme « un projet de recherche de projets à financer ». Pour se faire, ils ont pris l'initiative de réserver 80% des primes prévues pour des investissements. De plus, la venue des fonds accuse des retards importants. C'est une source de conflits entre eux et la coordination de Quartiers du Monde qui semble obéir à une logique différente. La différence d'interprétation du projet se traduit par une discussion sur les ressources financières.

Pour la mise en œuvre du projet, le choix s'est porté sur deux quartiers, Niamokoro (rive droite du Niger, où travaille l'association Danaya) et Sikoro (rive gauche du Niger, où travaille l'association ADQ/CAMS), avec lesquels les responsables d'Enda avaient l'habitude de travailler depuis une quinzaine d'années.

### **1.3. Pertinence du projet par rapport au contexte local : les deux quartiers de Bamako**

Les deux quartiers de Bamako choisis par le projet ont beaucoup de similitudes bien qu'ils soient situés à deux extrémités de la ville : l'un est situé rive sud du fleuve Niger, l'autre rive nord.

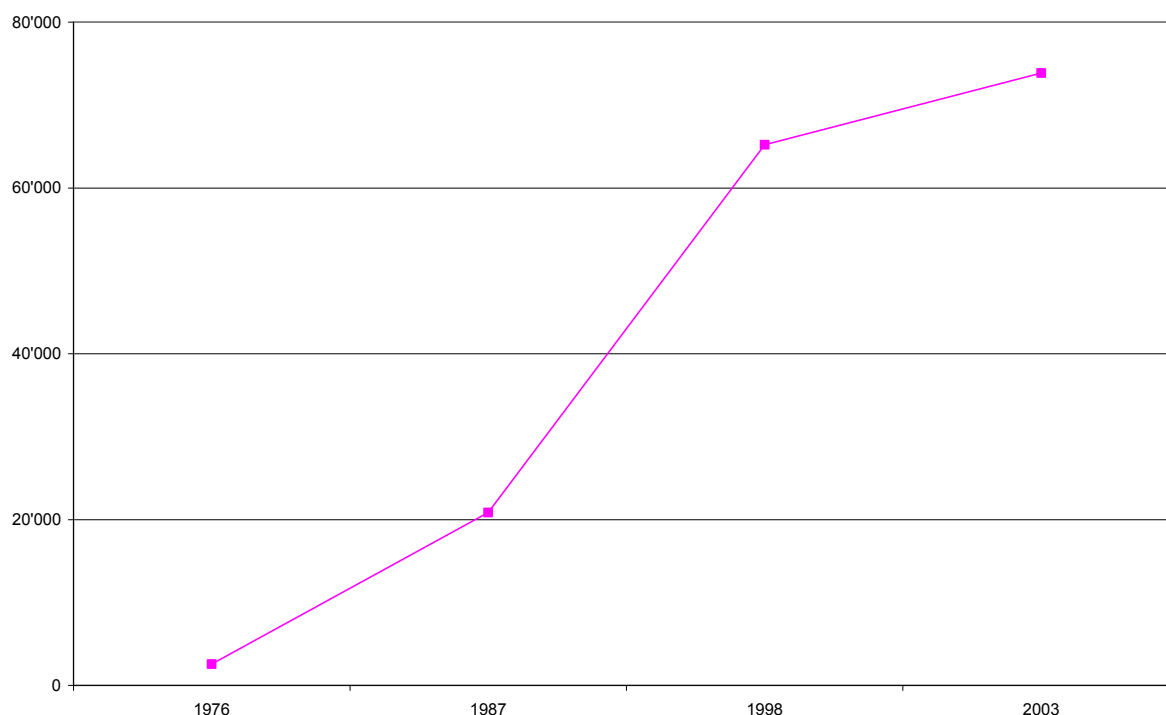
Ces quartiers sont d'anciens villages, situés en périphérie de la ville, créés aux environs de 1850. Ces villages sont devenus aujourd'hui des quartiers car ils sont rattrapés par l'urbanisation. Pourtant, les constructions se sont faites sur des zones inconstructibles, l'un étant aux abords de l'aéroport, l'autre étant dans un lieu souvent inondé. Ces quartiers ont longtemps été stigmatisés. Ils avaient la réputation d'être des zones de fort banditisme. L'absence de routes, le boisement important, offraient aux bandits de nombreuses possibilités de cachettes.

Cependant, au fur et à mesure de l'évolution de la ville et des politiques d'éviction (soit par des opérations d'aménagement, soit par le marché), les habitants ont été évincés des meilleures parcelles de la ville et viennent peupler ces anciens villages. La population a tendance à s'installer sur ces terrains économiquement et géographiquement dépréciés. La localisation et la topographie de ces quartiers entraînent, entre autres, d'importants problèmes d'accessibilité, de sécurité ou encore de circulation des eaux usées, vectrices de maladies hydriques. La construction des infrastructures de services publics n'a pas suivi l'expansion urbaine. Ces quartiers sont largement sous-équipés en matière d'infrastructures de base et d'équipements collectifs.

Aujourd'hui, que ces quartiers sont ainsi rattrapés par l'urbanisation. Ils commencent à faire l'objet d'aménagement urbain : depuis une dizaine d'années, les routes sont tracées et des voies bitumées importantes permettent de les relier au centre de la ville.

L'exemple de la courbe de population de Nyamokoro montre la rapidité avec laquelle la population du quartier est en train d'augmenter. Ces chiffres s'expliquent en partie par l'augmentation des naissances mais aussi par l'arrivée d'un nombre important de nouvelles familles qui ont trouvé un lieu d'installation à proximité de la ville, favorable à leurs insertions socioéconomiques.

**Figure 3 : Evolution de la population de Nyamokoro de 1976 à 2003**



Source : Recensement Général de la Population (RGP)

Les problèmes liés à l'avenir de la jeunesse dans ces quartiers sont importants. Comme le montre l'étude monographique du quartier de Niamokoro, réalisée dans le cadre du Programme de Développement Social Urbain, l'insertion économique et sociale des jeunes constitue un véritable défi.

**Figure 4 : Extrait de l'étude monographique du quartier de Niamokoro « Volet 5 - Social : Chômage des jeunes »**

| Causes                                                                                                                                                              | Conséquences                                                                                               | Solutions                                                                                              | Acteurs                                                                                              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Insuffisance d'emplois<br>Insuffisance de centre de formation professionnelle<br>Inadéquation entre la formation et l'emploi<br>Manque d'entrepreneuriat des jeunes | Pauvreté<br>Délinquance juvénile<br>Formation des jeunes incompetents<br>Délinquance juvénile<br>Mendicité | Créer des emplois<br>Faire une adéquation entre la formation et l'emploi<br>Soutenir l'entrepreneuriat | PDSU (Etat)<br>ONG<br>Opérateurs économiques<br>Mairie<br>APEJ<br>Ministère de l'Education Nationale |

Source : Etude monographique du quartier de Niamakoro, Rapport Final, Programme de Développement Social Urbain /GUAMINA/2005

## 1.4. Partenaires locaux

Pour mettre en œuvre ce projet, Enda Mali s'est associé à deux associations locales de jeunes avec lesquelles elle a établi un partenariat depuis de nombreuses années.

### A Sikoro : ADQ-CAMS

A Sikoro, le travail se fait avec l'Association pour le Développement de Quartier – Club des Amis de Mekin-Sikoro (ADQ-CAMS) a été créé le 25 avril 1992. Le quartier était à l'époque couvert de

manguiers tout au long de la rivière. Il était beaucoup moins dense. Les bandits en profitaient pour se cacher et organiser les braquages des taximen qui passaient sur ce territoire. C'est un quartier qui faisait peur. Après une certaine heure, les taxis ne pouvaient plus venir. C'est une réputation qui faisait honte aux jeunes qui avaient envie de faire découvrir une autre facette de leur quartier.

C'est une des raisons pour lesquelles les jeunes ont créé cette association. Les objectifs principaux de cette association sont de deux ordres :

- > contribuer au développement du quartier
- > freiner des phénomènes comme la délinquance juvénile, la violence entre jeunes, la vente de drogues, la prostitution des jeunes filles

La rencontre s'est faite en 1993 avec Enda qui a envoyé un émissaire en vue d'établir un partenariat essentiellement financier. En effet, les premiers soucis financiers étaient devenus une préoccupation principale de l'association et étaient source de discordes au sein des membres de l'association.

Depuis cette date, l'association a grandi, prospéré en créant d'autres partenariats techniques et financiers. Elle a monté des projets qui ont été financés par divers organismes bailleurs de fonds : l'ONG Aide à l'enfance Canada, le Réseau des Intervenants en faveur des Orphelins et des Enfants Vulnérables (RIOEV), la Coopération française, la coopération allemande (DED), la fondation WIM et d'autres associations partenaires en France tels que « Sikoro Teriw » (les amis de Sikoro), les enfants de Kadara ou encore Horizon.

L'association Enda est considérée comme un partenaire qui appuie l'association financièrement (par l'apport de matériel) et techniquement (appui à l'identification de formation et mise en œuvre de ces formations).

Le bureau est composé de 15 personnes, le Comité Directeur de 4 personnes. Les animateurs sont bénévoles. Ils sont au nombre de 7 (3 femmes et 4 hommes) qui assurent les activités quotidiennes de l'association. Ces animateurs sont présents dans l'association depuis de nombreuses années.

Les partenaires locaux de l'association sont avant tout les parents des jeunes et ensuite les écoles. Des rencontres régulières sont ainsi réalisées avec les parents. D'autres partenaires sont consultés régulièrement : les responsables coutumiers, la municipalité et les parrains (personnes ressources). Un Cadre de Concertation Locale pour le Développement de Sikoro est en place et permet une coordination entre les différentes associations.

Les activités sont de deux ordres :

- > pour les Enfants et Jeunes en Situation Difficile : scolarisation et apprentissage
- > pour l'ensemble de la Jeunesse, des activités : sportives, artistiques, ....

C'est dans ce dernier cadre qu'Enda a proposé à l'association de collaborer au projet QDM pour regrouper les jeunes de Sikoro.

## **A Nyamokoro : association Danaya**

A Nyamokoro, c'est l'association Danaya qui est impliquée dans le projet. Les promoteurs de l'association ont eu le souci de créer une dynamique dans le quartier pour regrouper les jeunes afin de lutter contre le banditisme, la délinquance juvénile, l'absence de solidarité. Le quartier était alors mal loti (sans lumière et sans route notamment).

Créée en 1989, cette association a pour objectif principal le développement socio-éducatif. Les secteurs d'intervention sont les suivants :

- > éducation : dans le quartier, il n'y avait qu'une seule école publique. Tous les enfants ne pouvaient pas y aller en raison du coût et du nombre d'enfants. C'est pourquoi les membres de l'association ont réalisé une école communautaire permettant d'accueillir l'ensemble des enfants. Les frais d'écologie sont adaptés au revenu de chacun des ménages. Les parents paient en fonction de leur moyen. Un cycle complet a été créé (de la première à la neuvième année) et 19 instituteurs ont été engagés.
- > sport : le quartier comporte un terrain de football. Beaucoup d'enfants exercent cette activité soutenue par l'ONG « Right to play ». Une équipe de football féminine vient d'être créée.
- > artistique : depuis le démarrage de l'association, une troupe de théâtre a été montée. Elle continue à se produire régulièrement.
- > Centre d'Ecoute Communautaire (CEC) : suite à ces différentes demandes faites dans le cadre du projet QDM, l'association vient d'obtenir un terrain pour réaliser un CEC.
- > économique. Une coopérative a été mise en place pour permettre à la population du quartier de s'alimenter à moindre coût. La gestion a été confiée dès le départ à des vieux (chefs de familles) du quartier qui avaient initié cette opération. Cette activité est difficile à maintenir car la plupart des vieux sont décédés et les agriculteurs qui approvisionnent la coopérative essaient de tirer les prix vers le haut.

Les partenaires de l'association sont nombreux : Afrique Conseil (qui appuie annuellement à la construction de salle de classe et envoi du matériel), Enfance et Vie (qui envoie du matériel), Afrique Verte (qui appuie la coopérative), UNICEF, Aide et Action, IROW.

L'association Enda, quant à elle, appuie cette association pratiquement depuis le démarrage. C'est un événement fortuit qui a permis la rencontre des deux entités. Passée la prise de contact, un partenariat technique et financier a été noué. Des formations sont régulièrement mises en œuvre dans des domaines variés.

## 1.5. Organisation locale

Il apparaît pour les deux équipes qu'un encadrement local a été trouvé par le biais de ces associations :

- > au niveau d'ENDA Mali les facilitateurs coordonnent l'action des associations et assurent un suivi du projet
- > au niveau des associations, un facilitateur est nommé pour suivre le projet et dynamiser le groupe

## 2. Fondements du projet, organisation de l'équipe locale et déroulement du projet au niveau local

### 2.1. Implication des jeunes

#### Formation des équipes

Les jeunes du groupe QDM ont été identifiés par les partenaires locaux. Beaucoup de jeunes voulaient participer. Il n'y a pas eu alors de nombre limitatif imposé. Il a tout de même été demandé une représentation de chacun des secteurs des quartiers.

Au sein des équipes, on note un très grand turn-over. Beaucoup de jeunes sont partis pour des raisons diverses : désintérêt pour le projet, déménagement, mariage, prise d'emplois.

**Figure 5 : Nombre de jeunes par année dans le projet QDM (Mali)**

|                  | Entre 1 mois et 1 an | Entre 1 et 2 ans | Plus de 3 ans | TOTAL |
|------------------|----------------------|------------------|---------------|-------|
| <b>Sikoro</b>    | 14                   | 1                | 2             | 17    |
| <b>Nyamokoro</b> | 7                    | 6                | 14            | 27    |
| <b>Total</b>     | 21                   | 7                | 16            | 44    |

Source : Enda Mali

L'équipe d'évaluation a donc trouvé des groupes de jeunes dont le niveau d'implication, de connaissance du projet, était très hétérogène. De même, l'implication des filles est très variable selon les quartiers. Elles sont souvent sous-représentées par rapport aux garçons.

**Figure 6 : Répartition des jeunes par genre (Mali)**

|                | Sikoro |       | Nyamokoro |       |
|----------------|--------|-------|-----------|-------|
|                | Garçon | Fille | Garçon    | Fille |
| <b>Année 1</b> | 8      | 4     | 7         | 6     |
| <b>Année 2</b> | 8      | 4     | 7         | 6     |
| <b>Année 3</b> | 11     | 6     | 19        | 8     |

Source : Enda Mali

## Thématiques et méthodologie

Sur les thématiques, il semble que les jeunes se soient éloignés des trois axes initiaux. Ils n'ont que très rarement évoqués « le pouvoir et la participation, l'identité juvénile ou encore l'auto-régulation sociale ». Pour eux, le thème de la première année, c'était l'assainissement, puis les thèmes des réunions internationales se sont imposés à eux. Cela a été particulièrement délicat à traiter car il semble qu'ils n'ont pas véritablement organisé de réunions préparatoires à la



discussion de ces choix lors des réunions internationales. Cependant, ils ont toujours organisé des réunions de restitution pour leur permettre de suivre le travail de ces réunions.

Concernant la méthodologie, ils semblent unanimement apprécier la démarche du projet car elle leur a permis de « se décomplexer » vis-à-vis des partenaires extérieurs. La recherche action participative leur a permis de rencontrer les acteurs locaux même si parfois il y a des difficultés dans la mise en œuvre.

Par rapport à la capitalisation et la communication, les jeunes estiment être un peu contraints par la nécessité de rendre compte de leurs recherches par l'écriture. Il semble que des initiatives en termes de créations théâtrales, de vidéo ont été prises. Cependant, ces activités ont été ponctuelles et il n'y a pas vraiment eu de reprises de ces travaux. L'aspect ludique de ce genre d'exercices n'a pas été suffisamment valorisé. Les jeunes ne se sont pas véritablement appropriée la palette d'outils mise à leur disposition pour leur permettre de communiquer.

A ce propos, les facilitateurs d'Enda Mali ont été également demandeurs de formations, notamment en termes de technologies nouvelles (outils informatiques notamment pour la réalisation de Power Point et techniques vidéo). Les jeunes qui ont été formés initialement dans le projet sont peu nombreux aujourd'hui. De plus, ils souhaiteraient apprendre à réaliser des montages vidéo. Ce type de formation leur permettrait d'avoir des outils méthodologiques en main.

## **Résultats des recherches**

Selon les jeunes, le projet Quartiers du Monde est un projet de recherche. L'objectif de la recherche est, selon eux, « de trouver des projets à faire financer ». Il y a donc un très grand décalage entre les objectifs initiaux du projet QDM et ceux vécus par les jeunes. Il semble que les facilitateurs (au niveau d'Enda puis au niveau des associations locales) aient cherché à sortir de la logique classique du projet (un projet pour financer une infrastructure) pour proposer aux jeunes de prendre la posture de chercheurs... mais ils sont, dans leurs explications, rapidement revenus à cette idée de projet.

De ce fait, les jeunes ne parlent pas vraiment de leur place dans le quartier, de leur implication politique et d'un dialogue avec les autorités sur leur implication. Ils parlent des problèmes concrets du quartier : l'assainissement, l'absence d'adduction en eau, le désenclavement. Ils font donc de la politique de terrain mais se sentent éloignés des débats politiques. Ils ne développent pas un discours auprès des élus pour leur demander d'exercer leurs responsabilités et de mettre en œuvre les engagements pris lors des élections. Trop habitués aux fausses promesses des politiciens qui les écoutent seulement à la veille des élections, ils considèrent que « La politique, c'est de faire tromper les gens ».

En s'adaptant aux réalités locales et aux problèmes spécifiques à des quartiers de ce pays en développement, le projet a ainsi beaucoup perdu de sa spécificité pour devenir beaucoup plus un projet de renforcement des capacités institutionnelles de l'association qui accueille le projet.

Les jeunes choisissent donc l'action à travers la mise en œuvre de projets concrets. Par ce biais, les jeunes du projet QDM ont réussi à défendre et à construire des projets locaux qui sont mis en œuvre par le biais de l'association : un projet d'assainissement va voir le jour à Sikoro avec l'appui financier d'un bailleur de fonds espagnol et l'obtention d'un terrain pour la construction d'un Centre d'Ecoute Communautaire à Nyamokoro.

## **2.2. L'insertion politique locale et partenariats**

### **Chefferies et relations intergénérationnelles**

L'autorité des chefs des deux quartiers décline depuis la transformation du village en quartier. Pour eux, il y a un changement important dans la vie du quartier. Autrefois, dans le village, tous les habitants se connaissaient : c'était un regroupement spontané des gens sans formalisation des relations sociales et des aménagements du quartier. Quand le chef de village convoquait les chefs de famille pour annoncer une décision, elle était tout de suite appliquée, sans discussion. Aujourd'hui, le village s'est transformé en quartier depuis le tracé des routes. Cela a entraîné une densification du quartier, une libération des initiatives au sein du quartier. L'autorité du chef de quartier a diminué. Il ne peut pas connaître tout le monde. Il a besoin d'appuis pour continuer à assurer son travail. La réponse à ces changements doit passer par la formation d'associations pour regrouper les habitants afin de perpétuer les actions collectives.

Le chef de quartier est une autorité « morte » qui fait de l'accompagnement des initiatives locales. Cependant, le soutien de cette autorité est nécessaire et semble être vivement souhaité par les jeunes qui collaborent activement avec elle. Le Chef ne décide plus d'un plan d'activités à réaliser. Il suit les activités communautaires suggérées par la Mairie.

Dans les deux quartiers, les chefs sont des soutiens pour les jeunes. Ces derniers pensent que l'expérience des vieux peut les aider, les appuyer : c'est la seule chose que les chefs estiment pouvoir leur apporter. Pour les jeunes qui viennent les voir, « il n'y a pas de contestation de leur autorité. Les jeunes leur expliquent leurs idées ». Le Chef les conseille et les guide. Ensuite, pour les activités, chacun contribue avec ses moyens. Le Chef leur apprend :

- > le respect des vieux, des coutumes et des traditions
- > le travail collectif pour le développement du quartier et non par intérêt personnel : les jeunes trouveront leurs intérêts dans le travail du quartier lui-même.
- > l'importance de l'éducation
- > le respect des parents
- > le respect du quartier : si le quartier est sale, c'est comme si les jeunes « s'abandonnaient ».

Le chef de quartier de Nyamokoro pense que le projet a l'avantage de rassembler les jeunes. Il contribue à les éveiller à la compréhension des phénomènes sociaux. Un bon contact est établi avec eux. Le chef a une vision positive du projet. Il a eu le compte rendu des réunions de Bogota, Dakar et Montreuil. Pour lui, les problèmes des jeunes sont : l'assainissement, le chômage et l'accessibilité à l'eau (qui occasionne des heures perdues à transporter l'eau). Pour l'heure, il a décidé, à la suite de leur implication, de donner un terrain afin de réaliser un Centre d'Ecoute

Communautaire qui sera géré par l'association Danaya. Les jeunes trouvent ici une légitimité qu'ils recherchent, un appui politique.

Pour le chef de quartier de Sikoro, les jeunes dans le quartier sont « des gens qui aiment travailler. Il y a beaucoup de difficultés auxquelles ils essaient de remédier ». Le Chef de quartier les soutient et les encourage dans ce sens. Il agit comme un conseil : « le quartier a besoin d'eux pour avancer ». Le Chef travaille avec une dizaine de jeunes qui le sollicitent. D'après ses informations, le chef estime que « les jeunes s'occupent des orphelins, des enfants de la rue, de l'alphabétisation, et de la remise dans le circuit de l'école de ces enfants. Ils travaillent également régulièrement pour l'assainissement du quartier ».

Au final, les relations avec le chef de quartier semblent être bonnes même si elles sont empreintes de traditions parfois difficiles à supporter pour les jeunes. Au niveau des chefs, il y a une véritable confusion entre l'activité de l'association et celle du projet QDM.

## **Conseil communal**

A Niamokoro, c'est un projet que les Conseillers municipaux disent ne pas connaître tellement. Ils disent ne pas posséder toutes les informations.

Le Conseil Communal travaille avec Danaya de manière ponctuelle pour des projets culturels, éducatifs. Ils sont notamment invités aux différentes cérémonies. Cependant, la Mairie n'est pas dans une logique de partenariat. Les conseillers rencontrés savent que Danaya travaille en réalisant des activités éducatives (encadrements des enfants au niveau des Centres d'Ecoute Communautaires). Les jeunes ont mis au point un système de dons pour les enfants démunis et ont organisé un système de distribution dans les Centres de Santé Communautaires. Pour la Commune, les rapports avec les jeunes du quartier sont très limités. Les seules activités qui reçoivent un financement sont celles réalisées dans le cadre de la « semaine artistique et culturelle » qui préparent à la « Biennale Artistique et Culturelle du Mali ». Pour les autres manifestations, les conseillers les appuient soit à titre individuel, soit en facilitant la mise en œuvre quand ils le peuvent. Il n'y a pas de Cadre de Concertation Locale mais les associations ont été impliquées dans l'élaboration du Plan de Développement Communal quinquennal.

Dans le cadre de QDM, l'association a sollicité les conseillers communaux lors des recherches mais ne leur a pas rendu compte. Ils sont donc demandeurs d'informations. Ces élus sont des nouveaux conseillers mais il semble que la relation avec la Mairie soit peu entretenue par les jeunes de QDM. Les conseillers confondent eux aussi le projet et l'association Danaya. L'idée de mettre en place un Comité des jeunes dans le quartier permettra peut être de lever cette confusion.

A Sikoro, un Cadre de Concertation Locale a été mis en place, ce qui permet un dialogue entre la Commune et les associations. Le Conseiller Communal en charge du quartier n'est pas capable de donner les spécificités du projet QDM. Pour lui, c'est un travail de diagnostic, de concertation mené avec ADQ-CAMS, ses partenaires locaux et son partenaire Enda Mali. Il ne connaît pas vraiment le projet Quartiers du Monde (ses objectifs, ses méthodes et ces résultats).

## **Associations partenaires**

Les associations partenaires d'ADQ-CAMS sont composées principalement d'associations fortement impliquées dans le développement du quartier et l'insertion des jeunes et des femmes. On trouve ainsi les membres des associations de gestion de centre de santé ou encore de gestion de l'école. Ces partenaires sont satisfaits de leur relation avec cette association. La collaboration s'est nettement améliorée depuis la mise en place du projet. Ils sont régulièrement informés et sont heureux de voir les jeunes s'investir dans la mise en œuvre d'actions concrètes pour le développement du quartier.

Pour l'association Danaya, les partenaires de l'association sont pratiquement identiques. Il y a d'ailleurs un chevauchement entre les membres partenaires et les personnes impliquées dans l'association.

Il ressort donc que l'ensemble des partenaires juge positivement l'action des jeunes. Des actions communes sont mises en œuvre. Le projet QDM a ainsi fait aboutir des projets pour le quartier impliquant les jeunes (assainissement) ou les concernant directement (attribution d'un terrain pour la réalisation d'un Centre d'Ecoute Communautaire) mais une confusion est entretenue entre l'action des associations et l'action des jeunes impliqués dans Quartiers du Monde.

## **2.3. Mise en réseau**

La mise en réseau est un des aspects les moins utilisés dans ce projet. Les jeunes semblent ancrés dans le local, veulent faire du projet un projet pour le quartier. Peu de choses semblent les relier au réseau. Ils ont la documentation des autres équipes, participent aux réunions internationales mais ne semblent pas vraiment être en phase avec l'organisation internationale. Les liens établis par le biais de l'internet sont ténus pour des raisons de difficulté d'accès mais essentiellement parce qu'ils ne semblent pas maîtriser l'outil informatique.

Pour eux, l'amélioration de cette situation passe par la dotation de matériel informatique. Comme ils le répètent, le projet « a promis 10 ordinateurs ». Cette solution ne semble pourtant pas convenir car les quartiers n'ont pas d'électricité, les locaux ne sont pas adaptés et les problèmes de paiement de lignes téléphoniques et de maintenance des ordinateurs se poseraient alors.

Une des solutions serait de renforcer la formation en communication pour leur permettre de maîtriser l'outil. Il est nécessaire également de chercher une véritable appropriation du projet et de son réseau, qui semble à l'heure actuel réellement sous-exploité.

## **3. Conclusions et recommandations**

### **3.1. Conclusions**

La mise en œuvre de QDM au Mali doit faire face à de nombreuses contraintes locales qui expliquent le rythme différent d'avancée du projet (par rapport aux autres équipes du réseau) qui n'a pas toujours été bien expliqué dans les rapports et bien mis en éclairage.

Un certain nombre de points positifs peuvent ainsi être dégagés. C'est un projet qui a :

- > apporté un regard différent sur la jeunesse et permis un dialogue avec les Chefs de Quartiers et les Maires locaux
- > permis de défendre des projets locaux : « assainissement » à Sikoro et création d'un Centre d'Ecoute Communautaire à Nyamokoro
- > formé une partie des jeunes à de nouvelles méthodologies et qui leur ont permis de prendre conscience de leur cadre de vie et des problèmes sociaux (libération de la parole jusqu'à un certain niveau)
- > créé une synergie entre les différentes associations avec les acteurs de développement du quartier
- > fonctionné avec peu de moyens par rapport aux résultats

Cependant, un certain nombre de points à améliorer sont apparus au cours de cette mission. On note ainsi :

- > une plus grande appropriation du projet par les associations que par les jeunes : les deux se confondent (association et projet). C'était certainement un passage obligé mais il convient de clarifier les objectifs de chacun. En effet, l'implication forte des associations entraîne un phagocytage du projet et de ses objectifs par l'association qui l'héberge. Ceci ne correspond pas aux objectifs initiaux.
- > l'absence d'expression et de traitement des problèmes spécifiques aux jeunes : au cours des réunions, les jeunes parlent de développement du quartier mais pas réellement des problèmes spécifiques à la jeunesse (qui ont pourtant été évoqués au cours des réunions, comme la scolarisation des jeunes filles)
- > l'absence d'outils et de connaissance permettant aux jeunes de s'exprimer par des moyens modernes (vidéo, musique « rap ») de manière à conserver un caractère « ludique » au projet
- > la forte présence physique des filles et leur faible participation aux débats. Ce qui pourrait être un obstacle au développement de l'aspect genre qui connaît des lacunes dans la mise en œuvre du projet
- > la difficulté d'insertion au réseau de communication : les équipes participent très peu au réseau internet et ne se sentent pas appartenir au réseau
- > le turn-over important qui n'est pas compensé par un travail d'explication du projet : il y a un véritable problème de capitalisation du projet qui engendre une appropriation par les « anciens » et donc un « pouvoir » au sein du groupe de ces personnes ressources
- > l'inadéquation entre les visions du projet QDM (objectifs du projet et résultats attendus) et celles des associations, d'Enda Mali : l'absence de discours « politiques », d'imprégnation de la chose publique et de la création d'un discours « citoyen » alors que le projet est toujours présenté comme « un projet de recherche... de projets à financer ».
- > les difficultés d'adaptation entre le calendrier des jeunes (calendrier scolaire) et le calendrier du projet

Cela aboutit bien souvent à mettre en œuvre un projet classique d'appui aux associations de jeunes, pertinent, qui répond à des besoins locaux, mais qui est bien souvent éloigné de la philosophie politique de QDM.

### **3.2. Recommandations**

Pour la poursuite de ces activités, un certain nombre d'actions mérite d'être entreprises pour la réussite et l'impulsion d'une dynamique propre au projet :

#### **> renforcement de la formation des facilitateurs et des jeunes**

- formation à la communication (outil internet, outils informatiques) de manière à améliorer l'implication dans le réseau
- formation (ou encadrement) au management (fonctionnement des équipes et initiatives locales) pour les facilitateurs qui semblent manquer de repères pour la gestion des groupes

#### **> clarification des objectifs et des rôles de chacun**

- clarification des rôles au sein du groupe, entre Enda et les associations
- clarification des objets de la recherche, des objectifs

#### **> amélioration de la capitalisation et de la communication**

- améliorer la communication à l'intérieur des équipes (organisation interne des équipes), entre équipes (coordination et échange) et avec les jeunes du Mali (des autres quartiers de Bamako et des autres villes)
- améliorer la communication et la médiation avec les acteurs locaux (Mairie, autres partenaires)
- investir dans les apports du réseau

#### **> rechercher l'autonomisation du projet et des groupes locaux**

Cette autonomisation doit se manifester à plusieurs niveaux :

- au niveau d'Enda Mali : il convient de parler de « complémentarité » du projet QDM avec les autres actions locales et non de « renforcement ». La spécificité du projet QDM, son ambition, telles que décrites au niveau international, ne ressortent pas dans les propos et les méthodes d'Enda qui banalise ce projet pour l'insérer dans les autres actions d'appui au milieu associatif qu'elle met en place.
- au niveau des associations locales : le projet QDM appartient véritablement aux associations locales. C'était un passage obligé mais une évolution vers une plus grande autonomie, une plus grande prise d'initiatives, une plus grande appropriation des jeunes.

#### **> renforcer les moyens d'action en direction des activités des jeunes**

Parallèlement, un budget plus important, à consacrer aux actions des jeunes, devrait être mis en œuvre.